

Droit international privé
Année 2006-2008
Editions Pedone, Paris 2009

**LA LOI APPLICABLE A DEFAUT DE CHOIX
PAR LES PARTIES SELON L'ARTICLE 4
DE LA PROPOSITION DE REGLEMENT ROME I**

Communication de M. Franco FERRARI¹

Séance du 1er juin 2007
Présidence de M. DELAPORTE

**I. LA PLACE DE LA REGLE DES « LIENS LES PLUS ETROITS »
ET SON EVOLUTION
DE LA CONVENTION DE ROME A LA PROPOSITION DE REGLEMENT ROME I**

La publication de la proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles (ci-après : proposition de Règlement Rome I)² marque une nouvelle étape vers la communautarisation du droit international privé des contrats³, qui fait suite à une large consultation des Etats membres, des autres institutions et de la société civile, notamment dans le cadre du Livre vert du 14 janvier 2003⁴ suivie d'une audition publique à Bruxelles le 7 janvier 2004.

Selon la Commission, la proposition de Règlement Rome I ne bouleverserait pas le droit positif. Elle serait marquée par « l'impact limité [...] sur le cadre législatif existant et les milieux concernés [...]. En effet, la proposition ne vise pas à créer un nouveau corps de règles juridiques, mais à transformer une convention existante en instrument communautaire. Par ailleurs, les modifications apportées permettent de moderniser certaines dispositions de la Convention de Rome ainsi que de les améliorer en termes de clarté et de précision du texte, renforçant ainsi la sécurité juridique, sans pour autant introduire de nouveaux éléments qui seraient de nature à modifier substantiellement le régime juridique existant »⁵.

Force est de constater, toutefois, qu'en ce qui concerne la détermination de la loi applicable aux contrats dans la mesure où elle n'a pas été choisie (valablement), la Commission s'est éloignée⁶ de cette approche « purement évolutionniste »⁷ et lui a préféré des solutions « d'une radicalité inattendue »⁸, ce qui a incité d'ailleurs la doctrine à considérer que « de l'ancien article 4 [...] ne reste pratiquement rien »⁹. La comparaison entre l'article 4 de la proposition de Règlement Rome I et l'article 4 de la Convention de Rome suffit à rendre compte de l'ampleur d'une telle évolution.